

Aujourd'hui, le syndicat **SEGO** tire la sonnette d'alarme !

Manque de moyens à France Télécom... Oups ! À France Travail !!!:

Quand la réalité du terrain face aux ambitions de la loi Plein Emploi ressemble à du déjà-vu ailleurs !

Depuis la mise en œuvre de la Loi pour le Plein Emploi et les orientations budgétaires issues du PLF, les missions de France Travail se sont considérablement alourdies, sans que les moyens humains et financiers ne suivent.

Certains diront qu'il ne s'agit que d'un changement de nom : **NON**, c'est une nouvelle institution avec des changements fondamentaux pour l'accompagnement, mais avec des moyens en baisse. Cette transformation de nos métiers nous éloigne de notre corps de métier : l'accompagnement des demandeurs d'emploi.

Elle nous oriente vers une logique qui se limite à placer ou à sanctionner. Les agents sont aujourd'hui en perte de sens, confrontés à des conditions de travail qui se dégradent et qui ne permettent plus d'exercer nos valeurs professionnelles.

Depuis janvier 2025, près de **2 millions d'allocataires du RSA ont été automatiquement inscrits à France Travail**, ce qui a entraîné une augmentation massive du nombre de personnes à accompagner, sans augmentation équivalente des effectifs.

Aujourd'hui, un conseiller peut suivre plus de **800 demandeurs d'emploi**, rendant matériellement impossible un accompagnement individualisé et de qualité. La réponse de notre Direction Générale est pourtant toute trouvée : « **faisons de l'accompagnement de masse personnalisé !** » Sérieusement, comment peut-on dire cela ? Quel sens cela a-t-il pour les conseillers en évolution professionnelle, à qui l'on demande de faire du "**bâtonnage**" pour être dans les chiffres ? Et comment se sentent les demandeurs d'emploi, qui ont besoin de repères face à la perte d'un emploi, à un projet de reconversion ou à la création d'une entreprise, lorsqu'on les catégorise immédiatement ?

Pourtant, les agents de France Travail sont particulièrement adaptables et font de leur mieux au quotidien en accompagnant également les partenaires avec les moyens dont ils disposent.

Parallèlement, le nombre de demandeurs d'emploi continue d'augmenter, avec des perspectives négatives dans un contexte d'inflation néfaste à l'emploi. Par exemple : Le commerce en ligne bouleverse les habitudes d'achats et d'échanges et risque fort d'impacter négativement la production en France.

Autant d'éléments qui doivent inciter les décideurs politiques à ne pas diminuer les moyens alloués à France-Travail et notamment humains.

Une situation qui se traduit par une augmentation des missions à France Travail avec un toujours plus grand nombre de personnes à suivre et des moyens à la baisse !

À France Travail, cette réalité se manifeste par :

- Une charge de travail en forte hausse
- Une perte de sens du métier
- Une dégradation de la qualité de l'accompagnement
- Une montée des risques psychosociaux
- Une fatigue professionnelle croissante

Parlons également des dérives :

Face à l'impasse des moyens, l'IA ne peut pas justifier la baisse d'effectifs. France Travail est et doit conserver une ambition d'accompagnement, de conseil et d'humanité.

L'IA n'est pas une fin qui justifie tous les moyens : sans cadre, elle cesse d'être un progrès pour devenir un risque. Elle ne peut ni pallier le manque de moyens humains, ni, surtout, les remplacer, car elle n'est pas une entité autonome, mais un outil d'assistance, au service de l'humain.

Cette promotion permanente de l'innovation technologique participe d'un discours de modernité, souvent présenté comme une réponse face aux difficultés de l'établissement. Mais derrière cette promesse d'un avenir plus performant grâce à l'IA, une autre réalité mérite d'être interrogée : celle des femmes qui font vivre au quotidien nos métiers. Car si la direction valorise volontiers la féminisation de nos professions comme un marqueur positif, cette réalité ne peut être dissociée des questions de reconnaissance, de rémunération et de conditions de travail.

Voici les besoins clairs des agents de France Travail :

- Des recrutements supplémentaires immédiats
- Des moyens à la hauteur des nouvelles missions
- Une reconnaissance salariale des métiers majoritairement exercés par des femmes
- Des conditions de travail permettant un véritable accompagnement digne des demandeurs d'emploi

Pour le **SEGO :**

- **Nous refusons** que l'ambition politique du plein emploi repose uniquement sur l'engagement des agents, sans moyens supplémentaires.
- **Nous refusons** que la transformation de France Travail se fasse à moyens constants.
- **Nous refusons** que la qualité du service public soit sacrifiée.
- **Nous refusons** que les agents deviennent la variable d'ajustement budgétaire.

Notre message d'alerte est simple :

- **Sans moyens et sans mobilisation des entreprises**, le plein emploi reste une illusion.
- **Sans moyens**, il n'y aura pas de service public de qualité.
- **Sans moyens**, il y aura de la souffrance au travail.

**Nous avons besoin de la confédération et de la fédération
pour une action collective.**